

**I4CE - INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS**

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS***

***(Exercice clos le 31 décembre 2015)***

## **I4CE - INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS**

Association régie par les dispositions de la loi 1<sup>er</sup> juillet 1901

47 rue de la Victoire

75009 PARIS

### Aux Membres

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association I4CE, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre l'opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **II - Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Ces appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III -Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les documents adressés au Conseil et à l'Assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 6 Juin 2016

SIRIS S.A.R.L.  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Emmanuel Magnier  
Associé

# COMPTES ANNUELS

2015

Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

**ASS Association pour la Promotion de la  
Recherche sur l'Economie du Climat**

**47 rue de la Victoire**

**75009 PARIS**

**Siret : 50020198300011**

**scdc**  
SCIENCE POUR LE CLIMAT VIA SOCIÉTÉ

23, rue de l'Université

75007 PARIS

Tél. 01.58.50.95.25

Fax. 01.58.50.05.24

 **Sommaire**

<b>Comptes annuels</b>	<b>1</b>
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de Résultat	4
Annexe	5

**COMPTES ANNUELS**

**2015**

Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

Comptes annuels

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2015	Net au 31/12/2014
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	17 417	1 081	16 336	
Immobilisations financières	48 402		48 402	5 000
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>65 819</b>	<b>1 081</b>	<b>64 738</b>	<b>5 000</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	346 689	5 000	341 689	
Autres	1 255 924		1 255 924	90 000
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	480 516		480 516	201 556
Caisse				
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 083 128</b>	<b>5 000</b>	<b>2 078 128</b>	<b>291 556</b>
<b>REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	3 336		3 336	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
<b>TOTAL REGULARISATION</b>	<b>3 336</b>		<b>3 336</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 152 283</b>	<b>6 081</b>	<b>2 146 202</b>	<b>296 556</b>

Legs nets à réaliser :

    acceptés par les organes statutairements compétents  
    autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

## Bilan passif

	au 31/12/2015	au 31/12/2014
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	544 120	3 917
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>104 934</b>	<b>6 363</b>
Report à nouveau		
<b>SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE</b>	<b>649 053</b>	<b>10 280</b>
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>649 053</b>	<b>10 280</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>45 028</b>	
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>361 276</b>	<b>179 450</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	339 945	28 062
Autres	656 186	78 765
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>996 131</b>	<b>106 827</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>94 714</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 146 202</b>	<b>296 556</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	1 090 845	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2015	Exercice N-1 31/12/2014
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Production vendue (biens et services)	45 178	
Subventions d'exploitation	2 128 376	345 000
Autres produits	18 200	2
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>2 191 754</b>	<b>345 002</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Autres charges externes	683 311	105 844
Impôts, taxes et versements assimilés	42 433	1 824
Rémunérations du personnel	768 214	37 086
Charges sociales	353 209	14 438
Dotations aux amortissements	29 165	
Autres charges	28 657	2
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 904 989</b>	<b>159 194</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>286 765</b>	<b>185 808</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>11</b>	
<b>REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>179 450</b>	
<b>ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	<b>361 276</b>	<b>179 450</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>104 934</b>	<b>6 363</b>

**COMPTES ANNUELS**

**2015**

Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Association pour la Promotion de la Recherche sur l'Economie du Climat

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2015, dont le total est de 2 146 202 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 104 934 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2015 par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2015 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Créances

Les créances sont dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

2015, ANNEE CHARNIERE POUR L'APREC : NAISSANCE D'UN NOUVEL ACTEUR AVEC 10 ANS D'EXPERIENCE

Au 1er juillet 2015, la Caisse des Dépôts a fait le choix de transférer l'ensemble de l'équipe et les activités de recherche de CDC Climat à l'Association pour la Promotion de la recherche sur l'Economie du Climat (APREC), par le biais d'un apport partiel d'actif d'un montant de 533 840 €. Le 22 septembre 2015, l'APREC a lancé sa nouvelle marque I4CE - Institute for Climate Economics. Le Think Tank bénéficie dès son lancement du soutien de la Caisse des Dépôts et de l'Agence Française de Développement, deux grandes institutions financières publiques françaises.

#### Projet d'I4CE

Le projet d'I4CE est de participer à la création de conditions propices à la transition énergétique.

Par sa recherche appliquée, I4CE se propose d'aider les décideurs publics et privés à mieux comprendre, anticiper et utiliser les instruments économiques et financiers aptes à faire émerger une économie faiblement carbonée et adaptée au changement climatique, et plus largement, de contribuer au débat public sur l'économie de la transition énergétique.

I4CE dispose d'une vingtaine de chercheurs qui se déploient sur trois axes d'étude intéressant les acteurs de la transition énergétique.

#### Industrie, énergie et climat

Axe historique de l'équipe, engagé en 2005, qui s'intéresse à la tarification du prix du carbone, et en particulier aux secteurs de l'énergie et de l'industrie. Pour la période jusqu'en 2016, le programme phare porte sur la coordination des politiques énergétiques et climatiques (COPEC). Soutenu par les pouvoirs publics et les principaux énergéticiens français, il vise à dresser un bilan du paquet énergie-climat 2020, afin d'éclairer la négociation du paquet énergie-climat 2030, train de mesures qui constituera la « contribution » de l'UE pour la COP21. L'équipe assure également une veille sur la réglementation carbone et l'efficacité énergétique sur une quarantaine de pays, qui alimente des travaux de recherche plus ponctuels portant sur les politiques de tarification du carbone dans des pays spécifiques.

#### Territoires et climat

Ce deuxième axe s'intéresse aux politiques climatiques et à l'action au niveau territorial. Les quatre thèmes de travail sont l'agriculture, la forêt, les villes, et l'adaptation au changement climatique. Au-delà des trois clubs de recherche sur l'agriculture, la forêt et les villes, que l'équipe anime avec des partenaires de référence, plusieurs programmes de recherche sont en cours, dont certains sont co-financés par l'AFD ou l'Ademe. L'un des principaux, baptisé Abstract-Colurba, recense les barrières aux stratégies d'adaptation des collectivités territoriales

#### Finance et climat

Initiée en 2012, cette recherche vise à faciliter l'intégration du climat dans la prise de décision financière. Cette série de programmes analyse aussi l'interaction entre politique publique (réglementation, subvention, instruments de soutien, programmes d'investissement) et investissement privé dans la transition énergétique. Parmi les principaux travaux menés ou en cours : le panorama des flux financiers pour la transition énergétique en France, qu'il est prévu d'étendre avec des partenaires à l'ensemble de l'UE (projet Landscape), une analyse de la contribution au financement de la transition énergétique de cinq institutions financières publiques européennes, une synthèse des pratiques climat des bailleurs de fonds internationaux.

#### I4CE EN ROUTE POUR LA COP 21

I4CE instaure en 2015 sa position de source de référence sur l'économie du changement climatique grâce à une très forte présence lors de la Conférence environnementale de Paris (COP21). I4CE lance en 2015 une série de publications :

- ClimasCOPE, pour décrypter les enjeux derrière la COP21 et produit 7 vidéos pour illustrer ces publications.
- le livret « Les territoires en route pour la COP 21 », labellisé « COP21 », qui donne un accès libre, direct et pédagogique aux connaissances les plus à jour sur le changement climatique et la publication d'un hors-série avec un focus agricole et forestier.

I4CE organise une dizaine de petits déjeuners débat seul, ou en partenariat avec l'Institut français des relations internationales (IFRI), et fait intervenir des ambassadeurs climatiques internationaux qui viennent présenter les stratégies climatiques de leurs pays.

I4CE partage son expertise hors de la COP 21 à travers l'organisation et par la participation à une trentaine d'événements sur la question de la tarification du carbone, la finance climat et les territoires.

METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS DE RECHERCHE

## Faits caractéristiques

En 2015 les chercheurs d'I4CE ont été engagés dans plusieurs projets de recherche au niveau français, européen ou mondial. Les principaux projets figurent ci-après.

### COPEC - Coordination des politiques énergie-climat

Lancé en partenariat avec Enerdata, ce programme réunit une coalition de décideurs publics et privés français pour examiner la révision du système européen d'échange de quotas (EU ETS) pour la période 2021-2030. Cette initiative de recherche vise à fournir une analyse factuelle, indépendante et chiffrée du fonctionnement de l'EU ETS et de ses impacts économiques à l'horizon 2030. Après cinq ateliers de travail, un rapport final est publié en septembre 2015. Plusieurs événements de dialogue sont organisés dont une conférence à Washington portée par l'ambassade de France.

### CARISMA

Lancé en mars 2015 dans le cadre du programme européen de financement H2020, ce programme vise à fournir aux décideurs publics et privés une plateforme d'informations et d'évaluations de données pour améliorer leur compréhension dans le domaine du changement climatique. En collaboration avec dix partenaires européens, Enviro, CEPS, ZEW, SEI, l'université de Graz en Autriche, NTUA, l'université de Radboud aux Pays-Bas, le Joint Implementation Network et l'université du Pirée en Grèce, I4CE participe à l'évaluation des politiques d'atténuation du changement climatique et en particulier à l'examen de l'interaction des différentes politiques pour le secteur de l'industrie.

### Etudes de cas sur la tarification du carbone

En partenariat avec International Emissions Trading Association et Environmental Defense Fund <<https://www.edf.org/>>, I4CE a publié une série d'études de cas qui explorent la mise en œuvre de systèmes de tarifications du carbone dans le monde.

### Panorama des financements climat

Ce projet permet de mesurer et caractériser les flux de financement qui contribuent, directement ou indirectement, à la réduction des émissions de GES en France. L'étude recense les flux annuels d'investissement et financement domestiques et se focalise sur les interactions entre les institutions, les intermédiaires, les canaux de distribution et les instruments. Cette étude vise aussi, à assister les pouvoirs publics français à remplir leurs obligations de reporting établies par la loi de transition énergétique pour la croissance verte récemment adoptée en France.

### Politiques publiques et financement privés

Ce projet aborde les leviers d'action à la disposition des décideurs publics pour que les capitaux privés arrivent jusqu'aux projets climatiques. Il se focalise sur le secteur financier et ses interactions avec les autres acteurs. Il cherche à créer une typologie de ces formes d'actions, à comprendre les logiques engagées par les acteurs et à étudier des outils spécifiques existants ou proposés. Plusieurs conférences et publications sont réalisées au cours de l'année 2015.

### Abstract Colurba

Le projet « Analyse des leviers et des Barrières à la mise en place de Stratégies d'Adaptation aux Changements climatiques - le cas des collectivités urbaines », s'appuie sur une enquête de terrain sociologique auprès de 10 collectivités métropolitaines et ultramarines pour analyser les leviers et les barrières à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation au niveau local.

### Conférence Finance climat pour les villes

Cet événement d'envergure européenne organisé à Paris par I4CE le 1er octobre 2015, a pour objectif d'apporter un éclairage sur les outils financiers à disposition des territoires pour les aider à mettre en œuvre leur stratégie climatique. A travers une approche pragmatique, cette conférence présente des exemples concrets de finance climat et favorise les échanges entre opérateurs de terrain et acteurs financiers.

### RENFORCER LES CAPACITES DES ACTEURS ECONOMIQUES

I4CE s'efforce de mutualiser les résultats de la recherche appliquée et académique et les rendre utilisables par les décideurs publics et privés. I4CE partage son expertise à travers l'animation de trois clubs d'échange et de réflexion dont les membres se réunissent plusieurs fois par an, et à travers l'approfondissement de son offre de formation destinée aux décideurs.

### Les clubs de recherche et d'échange

I4CE anime trois clubs de recherche et d'échange, dédiés aux acteurs territoriaux, et un observatoire des politiques « climat ».

### Club Villes, territoires, énergie et changement climatique

En 2015 le club traite de sujets tels que l'adaptation d'un quartier d'aménagement urbain, l'économie circulaire, le changement climatique

## Faits caractéristiques

et son impact sur la santé, les nouveaux instruments financiers européens, ou encore le financement des collectivités.

### Club Carbone Forêt-Bois

En 2015 le club travaille sur la compensation carbone, ainsi que sur l'interaction entre atténuation et adaptation pour le secteur forêt-bois

### Club Climat Agriculture

En 2015 le club étudie l'approche sociologique de la perception du changement climatique et des freins à la transition vers une agriculture peu émettrice et résiliente ; l'expérience d'adaptation à l'échelle des territoires ; l'intégration verticale de l'enjeu climatique dans les systèmes de production agricole, et enfin l'agroforesterie.

### L'Observatoire CarEE et la veille réglementaire

L'Observatoire Carbone Efficacité énergétique (CarEE) a pour objectif de présenter un éclairage des enjeux politiques et économiques induits par des actualités réglementaires mises en évidence par l'outil de veille réglementaire d'I4CE. L'Observatoire CarEE répond au besoin d'information des acteurs économiques et institutionnels sur les impacts des réglementations existantes ou émergentes au niveau de l'Union européenne, ses Etats membres et ses principaux partenaires économiques.

En 2015 I4CE a produit 11 rapports de veille réglementaire qui identifient des progrès de législations nationales en matière de politiques de carbone et d'efficacité énergétique pour de nombreux secteurs (industrie, énergie, transport, bâtiments, etc.). I4CE a organisé trois éditions de l'Observatoire CarEE lors desquelles les actualités internationales les plus marquantes ont été présentées : les premiers pas de la Chine vers un système de marché du carbone, le bilan du Business Climate Summit et du Climate Finance Day.

### Formation

I4CE obtient en 2015 son agrément d'organisme de formation, utile pour développer les activités dans ce champ.

### Climactio

En 2015 I4CE termine le programme de formation professionnelle Européen Climactio lancé par la KIC-Climat pour mettre à disposition des décideurs publics et privés les outils nécessaires pour initier des projets d'atténuation et d'adaptation puis les accompagner à moyen terme. Suite à la tenue de plusieurs conférences et ateliers en Aquitaine sur les secteurs agricole et forestier I4CE lance un appel à projets qui bénéficient d'un accompagnement personnalisé sur des problématiques définies. Trois projets sont retenus : le projet de fonds carbone porté par l'association Aquitaine carbone, un projet de pâturage pour l'agriculteur Jean-Pierre Planté et une amélioration de l'outil bilan carbone porté par la coopérative Maisadour. Ces trois projets font l'objet d'une étude de cas qui sortira en 2016.

### Executive Education

En 2015 La KIC-Climat confie à I4CE l'organisation d'une des sessions de formation de son programme Executive Education qui se déroule dans quatre villes européennes sur des thèmes liés à la ville. I4CE prépare et anime 3 journées de formation sur les thématiques finance climat et gouvernance pour un groupe de 30 professionnels. Ces journées font l'objet d'une utilisation de plusieurs concepts pédagogiques pour transmettre les connaissances allant du serious gaming aux discours de motivation.

### Formations sur le prix du carbone

I4CE anime en 2015 deux actions de formation sur la thématique « prix du carbone » :

- Pour l'ANAH : cette formation vise à fournir aux participants les fondamentaux du fonctionnement du système européen d'échange de quotas. L'objectif est de permettre aux participants d'acquérir une meilleure compréhension du dispositif et d'améliorer leur anticipation de la formation du prix du carbone, du déroulement des ventes aux enchères de quotas et de l'évaluation des revenus attendus à court, moyen et long terme.
- Pour le comité exécutif de Suez Environnement: Les fondamentaux théoriques sur le prix du carbone, les fondamentaux du fonctionnement du système européen d'échange de quotas et son lien avec le paquet énergie-climat 2030. L'objectif est de comprendre les facteurs influant sur le prix du carbone sur les marchés et les différentes manières d'instaurer un prix du carbone interne à l'entreprise et ses impacts directs.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		17 417		17 417
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>17 417</b>		<b>17 417</b>
- Participations évaluées par mise en				
- Prêts et autres immobilisations financières	5 000	43 402		48 402
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 000</b>	<b>43 402</b>		<b>48 402</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 000</b>	<b>60 819</b>		<b>65 819</b>

Au cours de l'exercice 2015, il a été constaté une immobilisation financière à hauteur de 43 402 €, correspondant au dépôt de garantie versé par l'association à la CDC, conformément à l'avenant 2015 de la convention de sous location signée le 19 septembre 2014.

#### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier		1 081		1 081
<b>Immobilisations corporelles</b>		<b>1 081</b>		<b>1 081</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>1 081</b>		<b>1 081</b>

## Notes sur le bilan

### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 654 351 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Dépôts et cautionnements versés	48 402	48 402	
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Usagers et Comptes rattachés	346 689	340 709	5 980
Autres	1 255 924	1 255 924	
Charges constatées d'avance	3 336	3 336	
<b>Total</b>	<b>1 654 351</b>	<b>1 648 371</b>	<b>5 980</b>

Le poste "Autres" comprend notamment un montant de 1 139 547 € de subventions à recevoir. Il se décompose de 662 500 € concernant la subvention de fonctionnement octroyée par la CDC pour le deuxième semestre 2015, et pour le reste, de soldes de subvention sur projets.

### Produits à recevoir

	Montant
Usagers - Factures à établir	4 900
Divers - produits à recevoir	1 139 547
<b>Total</b>	<b>1 144 447</b>

## Notes sur le bilan

### Capitaux propres

#### Fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Réserves réglementées		533 840		533 840
Autres réserves	3 917	6 363		10 280
Résultat de l'exercice	6 363	104 934	6 363	104 934
<b>Total fonds associatifs</b>	<b>10 280</b>	<b>649 054</b>	<b>6 363</b>	<b>649 053</b>

Les fonds associatifs, pour un total de 649 053 € correspondent aux fonds propres d'un montant de 533 840 € apportés avec droit de reprise de la CDC (ex CDC Climat) lors de l'apport partiel d'actifs auxquels se rajoutent le cumul des ressources non utilisées depuis l'origine de l'association pour 10 280 € et du résultat de l'exercice pour un montant de 104 934 €.

#### Fonds dédiés

Montant Initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C
<i>Outils financement cli</i>	54 450	54 450		
<i>Ville &amp; Climat</i>	125 000	125 000		
<i>developpement et Clim</i>			100 000	100 000
<i>SEI H2020</i>			95 625	95 625
<i>Carisma</i>			36 157	36 157
<i>Vocal feder</i>		25 338	154 833	129 495
<b>Total</b>	<b>179 450</b>	<b>204 788</b>	<b>386 615</b>	<b>361 277</b>

Les fonds dédiés, pour un total de 361 277 €, correspondent aux financements assurés par des subventions de nos partenaires, affectés aux projets de recherche conformément aux conventions signées avec ceux-ci.

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques		19 469		19 469
Provisions pour charges	21 944	3 615		25 559
Provisions pour dépréciation	18 200	5 000	18 200	5 000
<b>Total</b>	<b>40 144</b>	<b>28 084</b>	<b>18 200</b>	<b>50 028</b>
Exploitation		28 084	18 200	

Les 21 944 € et les 18 200 € correspondent à la reprise de CDC Climat lors de l'APA.

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 090 845 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	339 945	339 945		
Dettes fiscales et sociales	630 953	630 953		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	25 233	25 233		
Produits constatés d'avance	94 714	94 714		
<b>Total</b>	<b>1 090 845</b>	<b>1 090 845</b>		

"Les dettes fournisseurs et comptes rattachés" correspondent pour 280 235 € aux fournisseurs non réglés et pour 59 710 € à des factures non parvenues.

Les "dettes fiscales et sociales" correspondent aux provisions de congés payés (charges fiscales et sociales comprises) pour 14 369 €, de RTT pour 3 523 €, de CET pour 101 295 €, de PVO pour 144 497 €, de prime de précarité pour 17 292 € et d'intéressement pour 89 471 €, ainsi que les cotisations précomptées sur les salaires du quatrième trimestre 2015 et réglées au cours du premier trimestre 2016 pour 243 204 €.

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 336		
<b>Total</b>	<b>3 336</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	94 714		
<b>Total</b>	<b>94 714</b>		

Le poste "Produits constatés d'avance" correspond aux participations financières des clubs pour 25 050€ et à des conventions de financement pour 69 664 €.

## Notes sur le compte de résultat

### *Charges et produits d'exploitation*

#### Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 7 549 euros

#### Produits d'exploitation

Ce poste s'élève à 2 191 754 €. Il inclut des subventions de fonctionnement pour couvrir les charges et frais divers de l'APREC octroyées pour un montant de 350 000 € par CDC Climat et pour 662 500 € par la Caisse des dépôts. Le reste des produits d'exploitation recouvrent des subventions affectées à des projets de recherche.

#### Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation s'élèvent à 1 904 989 € et concerne notamment :

- Salaires et traitements : 768 213 €
- Charges sociales : 353 209 €
- Location et charges locatives : 175 804€
- Prestation Secretariat Général de CDC Climat : 86 712€
- Personnel mis à disposition : 64 859€
- Prestation informatique : 62 758€
- Taxe sur les salaires : 34 867€